

40 ans de détention, Georges toujours debout, l'Etat français toujours indigne

La manifestation de ce 26 octobre 2024 devant le centre pénitentiaire de Lannemezan marque les 40 ans de détention de Georges Ibrahim Abdallah, militant communiste révolutionnaire libanais.

Nous espérons une progression sensible du nombre de manifestants pour ce triste anniversaire, et nous y contribuerons, alors que l'action génocidaire de l'État israélien se poursuit comme la destruction délibérée du Liban.

Dans le maintien en détention de Georges au-delà de toute logique judiciaire, on trouve un faisceau de causes – manipulation de preuves, rumeurs absurdes de « radicalisation islamique », accusation de « non repentir » – qui n'ont rien à voir avec la Justice et tout à voir avec la solidarité de la France et des Etats-Unis avec Israël.

Solidarité de la France coloniale et d'Etats-Unis, nés d'un colonialisme de remplacement, avec le sionisme qui développe depuis plus d'un siècle ce même colonialisme, avec des phases d'accélération comme la Nakba en

1947-49 ou en ce moment même, par la destruction de la bande de Gaza et de sa population, le vol meurtrier de milliers d'hectares en Cisjordanie, et la « judaïsation » rapide de Jérusalem-Est.

Ce soutien à un Etat terroriste se traduit par l'acceptation de la négation ouverte de tout droit international. Il se traduit par un insupportable chantage à l'antisémitisme, alors même que le fait que cet Etat multiplie crimes de guerre et crimes contre l'humanité au nom des Juifs du monde entier est le plus sûr moyen de raviver l'antisémitisme, comme l'expliquent avec nous les anticolonialistes israéliens.

Georges se tient debout, à l'image d'un peuple palestinien qui poursuit sa résistance. Il inspire notre propre action.



De la Mer au Jourdain, Palestine libre, égalité des droits !

Liberté pour Georges Abdallah ! ■

Page 2

***Gaza, Liban,
qui arrêtera les
assassins ?***

Page 3

***Appel juif
international contre
le génocide à Gaza***

Page 4

***Kanaky, Martinique...
Colonialité française***

Gaza, Liban, qui arrêtera les assassins ?

On ne doit jamais s'accoutumer au pire, à la souffrance, au meurtre, à la complicité. Il n'y a aucune accalmie à Gaza, au contraire. L'armée israélienne a bombardé dans la nuit du 14 au 15 octobre 2024 la cour de l'hôpital Al Aqsa, remplie de tentes de déplacé.e.s. De nombreuses personnes ont été brûlées vives dans leur sommeil. Elle a attaqué une école de l'UNRWA à Nuseirat qui servait de refuge à des familles. Le nord de la bande de Gaza est totalement isolé. Le camp de Jabalia est régulièrement pilonné. Environ 400 000 personnes sont restées dans le nord. Sans abris, sans nourriture et sans soins, elles sont menacées de mort.

Au Liban, le village d'Aïto dans le nord du pays a été bombardé. Il y a 18 morts. C'était un village chrétien, preuve que c'est l'ensemble du Liban qui est attaqué et que l'armée israélienne rêve de dépecer. Au sud du pays, cette armée exige le retrait des troupes internationales de la FINUL. Elle ne veut ni obstacle, ni témoins.

Tout le monde sait que Nétanyahou ne s'arrêtera jamais, sauf s'il y est forcé.

La responsabilité des pays occidentaux (États-Unis, Union Européenne ...) est totale. Ils continuent d'armer et de soutenir politiquement et économiquement les auteurs du génocide en cours. Ils mènent le monde vers une possible guerre mondiale. Il faut les forcer à prendre toutes les mesures pour que ce génocide s'arrête.

Nous, à l'UJFP, appelons à nouveau l'ensemble de la population à faire pression sur le gouvernement français pour qu'il décide enfin de sanctions en réponse à l'horreur.

Nous, à l'UJFP, appelons à nouveau l'ensemble des Français juifs, à participer à la campagne Boycott, Désinvestissement, Sanctions contre l'État génocidaire israélien, et en ne le soutenant plus ni financièrement, ni politiquement, ni symboliquement.

Cessez-le-feu immédiat. Rupture de toutes les relations (militaires, politiques, économiques, sportives, culturelles ...) avec Israël ! ■

**La Coordination Nationale de l'UJFP,
le 16 octobre 2024**

Mots détournés, mots interdits

Comment la propagande coloniale change le sens des mots pour justifier le génocide et disqualifier la solidarité avec la Palestine.

Dans la bataille idéologique qui se déroule autour de la question de la guerre génocidaire perpétrée par l'État d'Israël à Gaza, l'espace public est saturé par un vocabulaire intentionnellement détourné et par l'interdiction de l'expression de certaines idées. Ce détournement du langage vise à obtenir une hégémonie culturelle dans le soutien inconditionnel à l'État d'Israël. Certaines expressions de soutien au peuple palestinien conduisent à une répression du mouvement de solidarité avec la Palestine. Sur le site de l'UJFP, quelques analyses :

**Apologie du terrorisme / attentat terroriste /
« Israël a le droit de se défendre » / otage /
pogrom / Shoah / victimes**

**Antisionisme / colonial / colonialisme /
« de la mer au Jourdain, la Palestine sera libre » /
génocide / intifada / résistance**

Appel juif international contre le génocide à Gaza

Depuis plus de 10 mois, tous les jours à Gaza, des vieillards, des femmes, des enfants, des hommes sont sciemment visés et tués. L'occupant attaque les écoles, les hôpitaux, les campements de réfugiés. Il s'acharne sur les médecins, les journalistes, les athlètes. Il organise la famine. L'occupant torture les prisonniers comme l'a démontré le rapport de B'Tselem. Depuis des mois, des centaines de milliers de Gazaouis survivent sous la tente dans les pires conditions, avec une absence d'hygiène qui favorise les épidémies.

Le monde sait et les dirigeants se taisent. Certains se disent « préoccupés » mais, collectivement, ils laissent le gouvernement d'extrême droite au pouvoir en Israël détruire chaque jour un peu plus le droit international. Pire, ils continuent de fournir armes et munitions aux génocidaires. Les États-Unis viennent de renouveler leur financement de milliards de dollars à Israël pour des armes et de l'équipement militaire.

La décision qui s'impose, sanctionner fortement cet État qui commet les pires crimes en toute impunité, n'est toujours pas prise.

Nous, Juives et Juifs, parce que le crime se commet en notre nom, parce que nous refusons d'être complices de ce crime atroce, parce que nous refusons que l'antisémitisme (qui est notre histoire intime) soit utilisé pour justifier l'horreur,

Nous appelons à la solidarité concrète avec la population de Gaza martyrisée,

Nous appelons à exiger le cessez-le-feu et l'arrêt de cette tuerie,

Nous appelons tous les pays à sanctionner l'État d'Israël,

Nous appelons au jugement des criminels de guerre et de leurs complices. ■

Premiers signataires *Simon Assoun (Tsedek, France), Ariella Azoulay (essayiste et photographe, États-Unis, Israël), Etienne Balibar (philosophe, France), Michel Benizri (comédien, France), Manon Boltansky (NPA, France), Rony Brauman (médecin, France), Eitan Bronstein (De-colonizer, Belgique/Israël), Éléonore Bronstein (De-colonizer, Belgique/Israël), Judith Butler (philosophe, États-Unis), Zohar Chamberlain Regev (Flottille de la liberté, Israël), Shelley Cohen Fudge (JVP, États-Unis), Laurent Cohen Medina (traducteur, Espagne), Liliana Cordova-Kaczerginski (IJAN, Espagne), Hilla Dayan (sociologue, Israël, Pays-Bas), Sonia Fayman (UJFP, France), Dror Feiler (EJJP, Suède), Gabriel Hagai (rabbin, France), Shir Hever (économiste, Allemagne/Israël), Carolyn Karcher (professeur, JVP, États-Unis), Pierre Khalifa (syndicaliste, France), Daniel Kupferstein (cinéaste, France), Déborah Leter (Tsedek, France), Jean-Marc Lévy-Leblond (physicien, France), Gus Massiah (GRID, France), Béatrice Orès (UJFP, France), Ilan Pappé (historien, Israël), Nurit Peled-Elhanan (professeur, Israël), Fanny-Michaela Reisin (professeur, Allemagne), Yakov Rabkin (professeur, Canada), Catherine Samary (chercheuse, France), Yonatan Shapira (ancien pilote, Israël), Michèle Sibony (UJFP, France), Eyal Sivan (cinéaste, essayiste, France/Israël), Pierre Stambul (UJFP, France), Michel Staszewski (professeur, Belgique), Marcelo Svirsky (professeur, Argentine et Australie), Lea Tsemel (avocate, Israël), Dominique Vidal (journaliste, France), Richard Wagman (UJFP, France), Michel Warschawski (journaliste et militant, Israël)*

Pour signer l'appel et consulter les signataires :

www.lstu.fr/appel

